



### Conférence thématique :

## « Le rayonnement au service de l'attractivité : quelle place pour les villes moyennes ? »

Lundi 9 octobre 2017, 18h00-19h30

### Animation :

**Bertrand Gallet**, Conseiller technique de la Directrice générale, Cités Unies France  
**Anne-Claire Gaudru**, Chargée de mission, Cités Unies France

### Intervenants :

- **Jacques Huchet**, Conseiller municipal de Saint-Malo, délégué aux Relations internationales et européennes, et aux Jumelages, Conseiller communautaire
- **Denise Bocquillet**, Adjointe au Maire d'Arras et Conseillère départementale du Pas-de-Calais
- **Nadège Simon**, Conseillère municipale déléguée en charge de la Jeunesse à Hérouville Saint-Clair
- **Louis Villaret**, Président de la Communauté de commune de la Vallée de l'Hérault :
- **Wouter Boesman**, Directeur des Affaires politiques, réseau PLATFORMA soutenu par la Commission européenne

### Introduction :

#### Anne-Claire Gaudru :

Les questions d'attractivité ont été abordées dans le cadre des Rencontres de Cités Unies France (CUF) depuis plusieurs années. Suite à la réorganisation nationale, le focus sur les villes moyennes s'imposait, en partenariat avec Villes de France.

Les enjeux des villes moyennes, leur engagement à l'international ainsi que les compétences qui leur permettent de rester attractives, sont au cœur de nos réflexions. Soucieux de valoriser une frange importante de nos adhérents, Cités Unies France avait choisi un panel de villes moyennes, très différentes, engagées à l'international.

### **Bertrand Gallet :**

L'internationalisation et l'attractivité sont intimement liées aux évolutions de la coopération décentralisée en général, et en particulier avec l'émergence de la question la plus importante du **retour de l'action internationale sur le territoire**.

Comment impliquer directement la population dans l'action internationale ?

L'action internationale des collectivités locales (AICT), c'est d'abord la politique publique locale de la collectivité avec toute une série de sujets du territoire : la valorisation des diasporas, la question de la mobilité des jeunes, des pratiques sociales liées à l'international, et les questions économiques qui sont de plus en plus d'actualité.

Dans la redéfinition de ses priorités, CUF s'engage à mettre en avant des pratiques de rayonnement et l'attractivité. Les métropoles se sont saisies du sujet et sont souvent pionnières, échangeant dans des réseaux mondiaux sur les leviers de l'attractivité. CUF souhaite définir, avec l'ensemble de ses membres, dans quelle mesure l'AICT est un élément de l'attractivité, comment renforcer l'AICT en lui donnant une valeur ajoutée dans le domaine du rayonnement et l'attractivité d'un territoire.

Aujourd'hui, on pose la question des villes moyennes qui sont moins visibles (sauf des villes extrêmement prestigieuses), mais qui ont des atouts parmi lesquels, notamment, une plus grande proximité avec la population, une plus grande pratique de l'action collective et finalement, une possibilité de mieux impliquer les populations.

Une réflexion plus globale a été menée au sein de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) : « Les villes moyennes, villes invisibles ? ». Il s'agit de mieux définir (en lien avec les autres échelons) la place, les scénarii et les perspectives de l'internationalisation des villes moyennes en terme d'attractivité et de rayonnement.

Saint-Malo est une collectivité qui a une attractivité touristique 'naturelle', qui est connue pour ses attraits patrimoniaux, et dont la stratégie internationale est en pleine refondation. Que peut apporter le développement d'une stratégie de relations internationales ? Cette stratégie, va-t-elle renforcer l'attractivité 'naturelle' ? Peut-elle toucher d'autres aspects de l'attractivité ?

### **Jacques Huchet, Conseiller municipal de Saint-Malo :**

Malgré sa taille, l'agglomération de Saint-Malo, qui compte 18 communes et environ 50.000 habitants, est internationalement reconnue.

La stratégie de la ville à l'international était thématique : par exemple, les grands navigateurs qui ont conquis des territoires étaient les ambassadeurs de la ville. Gaspé, notre ville jumelle, est l'endroit où Jacques Cartier est arrivé au Canada.

La diaspora malouine, peuple voyageur, joue un rôle important dans le tissage de relations fidèles aux valeurs de la ville, à l'image du rapprochement avec Sao Luis, impulsé par l'ambassadeur de France au Brésil (Malouin).

L'attractivité de Saint Malo est 'émotionnelle' : on y revient, il y a beaucoup de résidences touristiques et secondaires. Saint Malo est également une ville riche en héritage culturel : par exemple, l'événement « Étonnants voyageurs » réunit de grands écrivains et la Maison internationale des poètes.

Saint Malo détient un organisme à la frontière de ces échanges, « Si tous les ports du monde », qui rassemble et anime environ 150 ports du monde entier.

Cette ouverture internationale est dans l'ADN du territoire. Saint Malo dispose d'un potentiel qui est entretenu grâce à l'Union européenne, dont les appels d'offre, tel que « Terra Incognita », aident à problématiser et rapprocher des territoires de l'arc Atlantique (allant du sud de l'Espagne, jusqu'au nord de l'Ecosse) autour d'enjeux communs. L'UE nous offre d'autres opportunités d'échanges, comme Erasmus, par exemple.

Un budget limité, tant en ressources humaines qu'en financements, est un frein qui est contrebalancé par l'impact et la valeur de notre ville. Les données locales évoquées (habitants, ambassadeurs, écrivains, passionnés de littératures) sont un terreau important pour l'attractivité et les atouts -comme le TGV ultra-rapide- sont essentiels pour la fréquentation touristique. Ils permettent de faire évoluer la stratégie touristique. Ainsi, l'ouverture internationale de Saint Malo est possible grâce aux personnes qui l'aiment et la promeuvent. Son internationalisation préexistante à la mise en œuvre de l'AICT doit être entretenue par cette dernière. En lien étroit entre la population locale et l'UE, Saint Malo doit s'affirmer comme un territoire en pleine évolution.

### **Anne-Claire Gaudru :**

Effectivement, le témoignage de Saint Malo nous montre très concrètement les différentes facettes de l'attractivité. On l'a déjà souligné lors de plusieurs conférences que nous avons animées, il y a des noms qui sont plus attractifs que d'autres. En fonction de la taille de la collectivité et de ses compétences, il existe une certaine forme d'inégalité au niveau de leur visibilité sur la scène internationale. Néanmoins, lors de nombreuses assises et événements, on s'est rendu compte que beaucoup de collectivités de taille moyenne étaient mal représentées ou avaient des thématiques sur lesquelles elles avaient du mal à se positionner. Il faut par ailleurs souligner que plus de 40% des collectivités adhérentes de CUF sont des villes moyennes, ce qui est un pourcentage assez important.

Notamment, le témoignage de M. Huchet montre bien que l'attractivité peut être multiforme. Aujourd'hui, on va essayer de définir ce que les relations internationales, dans toute leur diversité, peuvent apporter aux politiques locales de l'attractivité.

Dans la préparation de cette table ronde, on a demandé aux collectivités quelles sont les ressources locales pour développer l'attractivité, quels sont les types de projets ou les objectifs de rayonnement, pour essayer de cerner différents types de coopérations et d'identifier les projets concrets portés par des collectivités de taille moyenne.

Nous avons quatre intervenants : Denise Bocquillet, Adjointe au maire d'Arras et Conseillère départementale, Louis Villaret, Président de la Communauté de commune

de la Vallée de l'Hérault, Nadège Simon, Conseillère municipale déléguée en charge de la Jeunesse à Hérouville Saint-Clair, et Wouter Boesman, Directeur des Affaires politiques à PLATFORMA.

Sur les bases du témoignage de Saint-Malo, je propose de commencer par les atouts du territoire et des acteurs sur lesquels on s'appuie pour développer une coopération. Vous avez parlé de l'histoire, des navigateurs, des festivals que vous avez développés sur votre territoire, qui font la renommée de Saint-Malo et qui vous aident à développer des liens à l'international.

Je voudrais d'abord demander à Mme Bocquillet : sur qui vous appuyez-vous pour développer votre coopération à Arras ? Je sais qu'il y a un travail important qui est fait avec le tissu local. Dans les échanges qu'on avait en amont de cette conférence, vous avez évoqué une coopération à taille humaine.

### **Denise Bocquillet, Adjointe au Maire d'Arras et Conseillère départementale du Pas-de-Calais :**

Un petit mot sur Arras : la ville qui compte 42 000 habitants, chef-lieu du Pas-de-Calais, est située à 50 km de Lille et 150 km de Paris.

Pourquoi je me suis investie, en tant qu'adjointe, aux relations internationales ? Cela a été avant tout grâce à Haïti. On souhaitait une action dans la durée et la ville a enclenché une recherche d'un partenariat à son échelle. Il n'était pas question de rivaliser avec les grandes métropoles, les départements ou les régions, mais d'employer les atouts d'Arras pour rechercher une commune qui puisse en bénéficier. C'est ainsi que notre choix s'est fixé sur Limonade. Arras a la chance d'avoir un lycée agricole public, un lycée agricole privé et la Chambre d'agriculture – qui est maintenant devenu Chambre régionale. C'était un point fort.

L'autre point fort : Limonade voyait la naissance d'une nouvelle université. Nous avons l'Université d'Artois qui n'a que 21 ans. Donc, on pouvait comprendre les problèmes rencontrés à Limonade. Cette commune haïtienne était en dehors de la zone impactée par le séisme, mais idéale pour démontrer qu'en Haïti il y avait du potentiel.

Par ailleurs, nous avons réussi de mobiliser les services de la mairie. Il fallait convaincre ces services qu'il y avait un moyen d'aider à la gouvernance en Haïti.

Autre atout important, la jeunesse. On est parti sur ce volet en faisant confiance à la jeunesse.

Nous avons travaillé pendant plusieurs années pour faire venir une délégation de Limonade, mais aussi pour signer une charte où on s'engageait à envoyer un représentant jeune, un ambassadeur jeune, pour voir ce qu'on pouvait faire ensemble. Avec l'appui de France Volontaires, on envoyait un service civique international, un jeune généraliste diplômé. Nous nous sommes rendus compte qu'il fallait un jeune plus orienté vers le monde agricole et la Chambre d'agriculture nous a aidé. Pour favoriser la réciprocité, nous avons travaillé par Skype, pour recruter un jeune haïtien pour six mois à Arras. Il est reparti en juin dernier, mais il nous a aidé, nous a apporté son savoir-faire et son expérience de Haïti ; puis, il a créé une école de savoirs parallèles pour que les jeunes haïtiens apprennent le bon français. Il nous a donné une leçon de francophonie. Grâce à

lui, nous avons maintenant un lien, un échange, entre un centre de loisirs d'Arras et le centre de jeunes de Limonade.

**Anne-Claire Gaudru :**

Ce témoignage nous montre qu'effectivement, à l'échelle d'une ville moyenne, on peut partager des choses très concrètes, notamment en impliquant l'ensemble des acteurs du territoire. Je sais que vous avez une coopération avec la Chine et que, malgré la grande taille du pays et la petite taille d'Arras, vous cherchez à associer des personnes qui connaissent ce pays, qui ont une valeur ajoutée pour vos projets et vivent des situations similaires sur votre territoire ou dans les territoires partenaires.

**Denise Bocquillet :**

J'ai participé aux Assises franco-chinoises à Nankin pour apporter le témoignage de ce nous faisons à Arras, comme par exemple, la création de l'Institut Confucius qui permet à des jeunes de venir dans nos écoles primaires pour les TAP.

**Anne-Claire Gaudru :**

On peut constater que les liens historiques permettent de faire vivre des coopérations ou, au moins, d'enclencher des projets qui donnent une dynamique et qui ne sont pas uniquement portés par le service des relations internationales ; ils s'appuient réellement sur la dynamique, sur la volonté des acteurs du territoire, que ce soit des universités ou des citoyens impliqués ou des projets de formation des jeunes...

**Denise Bocquillet :**

Un dernier point : Arras est jumelé avec Oudenaarde (Belgique). C'est un jumelage ancien, mais qui vit avec les atouts de la Belgique, notamment les maisons de retraite et d'accueil des handicapés. Avant hier, j'étais dans une maison de retraite privée d'Arras qui recevait des personnes d'Oudenaarde ; c'était maintenant un facteur « + » pour la maison de retraite, le fait qu'elle soit ouverte vers la Belgique et qu'il y ait des échanges des personnes.

**Anne-Claire Gaudru :**

Merci beaucoup pour votre témoignage. On voit que les ressources du territoire sont particulièrement importantes, que ce soit la thématique ou la zone géographique dans laquelle sont développés les projets. Dans les conférences sur l'attractivité du territoire organisées auparavant, on a beaucoup parlé de l'importance de s'appuyer sur la population, de parler de la transversalité : comment les relations internationales doivent être un outil au service de l'attractivité du territoire ?

Je voudrais donner la parole à la représentante d'Hérouville Saint-Clair. C'est assez rare d'avoir des témoignages d'élus qui ne sont pas en charge des relations internationales, et je tenais à le souligner. Il faut montrer comment, à l'échelle d'une ville moyenne, les

relations internationales peuvent venir appuyer des politiques qui existent déjà, les soutenir et les renforcer. Peut-être, prendre l'exemple de la coopération avec la Russie. Pouvez-vous nous expliquer comment vous avez réussi à structurer votre projet ?

**Nadège Simon, Conseillère municipale déléguée en charge de la Jeunesse à Hérouville Saint-Clair :**

La ville d'Hérouville Saint-Clair est une ville de 23.000 habitants : on a 75 communautés différentes et une politique de relations internationales qui existe depuis 30 ans. Je suis élue à la Jeunesse et il me paraît évident que je puisse m'informer sur les choses qui se passaient au sein de la ville, à la fois sur la citoyenneté – parce que je suis aussi dans le secteur citoyenneté – mais notamment dans le domaine des relations internationales. Pour moi, c'est une évidence : les jeunes doivent s'ouvrir au monde, doivent connaître ce qui se passe dans d'autres pays. C'est un enrichissement à la fois pour nos jeunes, mais aussi pour les jeunes qu'on peut rencontrer dans les différentes coopérations que nous avons avec la Russie, le Sénégal, l'Allemagne, le Maroc.

J'ai travaillé sur un projet avec la ville de Tikhvine, en Russie. J'ai fait un voyage de repérage et j'ai vu comment travaillaient les services jeunesse à Tikhvine, dans les domaines artistique et du sport. A Hérouville, je travaille avec les jeunes, particulièrement avec un groupe de jeunes entre 11 et 18-20 ans qui sont acteurs de leurs propres projets. Notre partenaire russe n'a pas cette politique-là pour l'instant, mais l'idée c'est de le sensibiliser à nos pratiques. Le service Jeunesse de la ville de Tikhvine est venu également chez nous pour faire connaissance avec un éventail des choses qu'on peut proposer aux jeunes (en sachant que cela peut être aussi le sport en bas des immeubles).

La ville de Tikhvine est une ville de 70.000 habitants avec la même problématique de la jeunesse que nous : cela leur permet de s'approprier des outils qu'ils peuvent utiliser pour résoudre certains problèmes sociaux parmi les jeunes russes. Résultat : l'été dernier (et en travaillant effectivement par des moyens digitaux-Skype), nous avons mis en place un spectacle, initié à la fois à Hérouville et à Tikhvine. Le spectacle était basé sur l'histoire de la Normandie et de Guillaume le Conquérant. On est parti à Tikhvine avec une troupe des jeunes, et après deux jours de répétitions, on a produit un spectacle d'environ 500 participants ! Les deux maires -d'Hérouville et de Tikhvine- étaient présents, le spectacle était une véritable réussite. Aujourd'hui, on collabore dans le domaine de transfert de compétences et les futurs projets sont déjà en route : les jeunes de Tikhvine viendront dans le cadre d'un projet sportif, et le spectacle sera reproduit à la Fête de la Paix de la Normandie en juin 2018.

**Anne-Claire Gaudru :**

Merci madame Simon pour cet exemple de transversalité ! Je vais donner la parole à Monsieur Villaret : à l'échelle d'une communauté de commune comme la Vallée de l'Hérault, votre implication à l'international est assez forte sur différents pays. Cette volonté d'aller à l'international enrichit-elle vos équipes, vous permet-elle de dialoguer entre vous ? Pouvez-vous témoigner d'une expérience que vous avez dans le cadre de votre coopération, à l'échelle de votre territoire ?

## Louis Villaret, Président de la Communauté de commune de la Vallée de l'Hérault :

Nous sommes une communauté de commune qui compte 28 communes et 40.000 habitants. Nous nous sommes engagés dans la coopération décentralisée par militantisme, parce qu'on pense que c'est une nécessité pour notre pays. On connaît l'action des diplomates, des ambassadeurs, des consuls, des ministères, mais à notre échelle, c'est le contact direct avec les populations ou avec les élus locaux qu'on met en avant. Je crois que c'est complémentaire : c'est vraiment une action commune qu'on doit mener au niveau de notre pays. C'est l'affirmation de la francophonie, du rayonnement de notre pays. A notre époque, avec cet obscurantisme qui semble nous envahir au niveau planétaire, on a besoin d'affirmer un certain nombre de valeurs positives de notre pays : liberté, tolérance, etc.

A partir de là, nous nous sommes engagés dans la coopération décentralisée. Je dirais que cela était le fruit d'une volonté politique, mais aussi de relations personnelles, de relations liées aux réseaux. C'était aussi la réponse liée aux appels à projet, lancée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, par CUF, par tous les organismes que nous trouvons ici réunis lors de ces Rencontres. A partir de là, on a pu développer des actions dans beaucoup de domaines, à moindre frais, parce que nous n'avons pas des finances très importantes.

Pour citer quelques exemples, je dirais qu'avec la Chine on a développé des relations économiques : à l'heure actuelle, on arrive à vendre du vin en Chine puisque nous sommes dans une région œunotouristique qui produit du vin de qualité. Du point de vue économique, le retour pour les viticulteurs –et pour nos équipes– est valorisant. Parallèlement, on s'appuie sur notre potentiel touristique pour entrer en Chine : on est en partenariat avec une agence de voyage touristique chinoise, qui nous envoie régulièrement des groupes de touristes.

Je pourrais citer un deuxième exemple : c'est la coopération avec le Liban. En répondant à l'appel à projet, nous avons aidé Balbek à monter un projet de territoire. Nos équipes et notre ingénierie ont fait le travail avec les collaborateurs de Balbek. En même temps, nous étions en train de réécrire notre propre projet de territoire, les élus de Balbek sont venus chez nous, nous sommes allés chez eux, un travail commun a été effectué. A l'heure actuelle, on est au Liban –à l'invitation du maire de Balbek- et nous travaillons maintenant sur un projet dans le domaine du tourisme.

On pourrait prendre d'autres exemples : nous souhaitons établir des relations culturelles avec Byblos : nous avons aidé cette ville à monter un office du tourisme et, actuellement, on les aide à mettre en place un atelier de poterie (Byblos est une ville de la poterie). Au sein de notre communauté de commune, le village de Saint-Jean de Fos est historiquement un village de potiers où nous avons monté, à partir d'un atelier de potier qu'on a restauré, *Argileum* qui est un centre de ressources sur la poterie.

On pourrait citer la Tunisie : les liens se sont un peu distendus, mais on a aidé à monter une usine de compostage.

Je terminerais avec le lycée agricole de Gignac qui est dans notre secteur : les élèves et les enseignants ont lancé une initiative au Mali. Nous avons aidé à construire une école : les élèves qui s'intéressaient à la mécanique, avec leurs enseignants, ont mis au point une

moto-ambulance. Cette moto-ambulance a été amenée au Mali et la première semaine, grâce à cette ambulance, ils ont sauvé une vie humaine.

**Anne-Claire Gaudru :**

Vous avez évoqué de nombreuses filières, dont la fameuse filière de développement économique qui se niche un peu partout. On dit souvent que ce sont les régions et les métropoles qui doivent être les moteurs du rayonnement à l'international et du développement économique de la France. Vous avez commencé votre intervention en disant que même les villes de taille moyenne et les communautés de communes peuvent être un échelon intéressant qui peut inclure les sujets très vastes : formation, développement de filières spécifiques, tourisme... La taille d'une collectivité joue en termes de rayonnement, de visibilité, de reconnaissance, mais c'est surtout la dynamique des acteurs du territoire et la pertinence des sujets traités qui mobilisent des acteurs référencés, avec de véritables savoir-faire. On le voit beaucoup sur les filières de l'art de vivre : pourquoi la France est aussi bien notée et recherchée sur ces thématiques ? C'est parce qu'on a préservé des savoir-faire des territoires et qui sont, comme vous le disiez Mme Bocquillet, à taille humaine.

Vous avez aussi abordé un élément important - la question du financement : il est vrai que les collectivités de taille moyenne se sentent moins impliquées dans les relations internationales parce qu'elles bénéficient de budgets limités en comparaison avec ceux des métropoles et des régions. En termes de compétence, c'est difficile de rivaliser. Néanmoins, je voulais donner la parole au représentant de Platforma sur ce sujet-là : comment, à l'échelle de Platforma, on peut aller chercher des bonnes idées ailleurs ?

**Wouter Boesman, Directeur des Affaires politiques, Platforma<sup>1</sup> :**

Je représente le réseau Platforma soutenu par la Commission européenne. Platforma est la voix européenne des gouvernements locaux et régionaux pour le développement. On est une coalition de professionnels et d'acteurs de la coopération internationale. CUF est l'un des fondateurs de notre réseau, créé il y a presque 10 ans. La plupart de nos partenaires sont des associations, des régions et gouvernements locaux. CUF est notre membre un peu spécial, car le cœur de son métier est la coopération décentralisée, alors que c'est seulement un volet parmi d'autres pour la majorité des associations du réseau.

On a été créé pour représenter les acteurs de la coopération décentralisée auprès des institutions de l'Union européenne (UE). Dans ce sens, nous sommes originellement un réseau de plaidoyer, donc nous faisons de la veille sur ce qui se passe à Bruxelles, notamment sur les politiques de développement de l'UE ; nous portons la voix des gouvernements locaux et régionaux dans le but d'obtenir plus de soutien, politique et financier, pour les actions des gouvernements territoriaux.

Au fil des années, nous avons commencé à travailler de plus en plus sur l'échange de bonnes pratiques et sur le renforcement de compétences entre les professionnels de la coopération internationale. En effet, nous avons compris que si nous voulions plus de

---

<sup>1</sup> Cette intervention a été traduite de l'anglais au français.

soutien pour les gouvernements locaux qui s'engageaient dans la coopération décentralisée, nous avons besoin de renforcer les compétences et le niveau de professionnalisme des techniciens des collectivités locales.

Nous allons fêter les 10 ans de Platforma cette année : nous avons eu plusieurs réussites, notamment le fait que l'UE reconnaisse officiellement les gouvernements locaux et régionaux comme des acteurs pour le développement, ce qui n'était pas le cas avant 2008. Cela a été réaffirmé par un communiqué de presse de l'UE en 2015.

Je pense que le travail en réseau est très important : vous pouvez apprendre, vous épanouir, si vous travaillez en réseau. J'ai travaillé dans une collectivité locale en Belgique, la ville de Gand, qui à l'échelle mondiale n'est qu'une ville moyenne, voire une petite ville, comptant 50.000 habitants ; mais elle ne l'est pas du point de vue belge puisqu'elle est la troisième ville du pays.

Le cas de Platforma est très similaire à celui de CUF : l'association rassemble les professionnels pour renforcer leurs compétences. Les équipes techniques se rencontrent pour discuter des défis auxquels ils font face, des réussites, etc. C'est très valorisant, notamment pour ceux qui travaillent dans des petites et moyennes collectivités. C'est le défi du développement professionnel de l'action internationale.

Un autre défi est celui de la représentation politique. C'est là que les réseaux ont un impact considérable en portant la voix des petites et moyennes municipalités en permettant aux élus de ces villes de représenter le réseau. Quand nous dialoguons avec la Commission européenne, ils nous demandent toujours de leur amener un maire important pour intervenir lors des événements et des forums. Nous devons leur expliquer que la majorité des maires sont des maires de petites et moyennes collectivités. Par contre, en représentant un réseau de plus de 100.000 collectivités locales en Europe, un maire de petite ou moyenne collectivité peut prendre la parole plus facilement.

Platforma fournit à ses membres les informations concernant l'accès aux financements au sein des institutions européennes. Les collectivités (notamment petites ou moyennes) ont rarement le temps d'aller chercher ces informations elles-mêmes.

De plus, les réseaux peuvent faciliter l'identification d'un partenaire idéal : on dit toujours qu'un gouvernement local n'a pas vraiment besoin d'aide pour concevoir un projet puisque c'est ce que font les gouvernements locaux tous les jours, mais pour avoir un projet efficace et pour le financer, il est difficile de se présenter seul, ou uniquement avec son partenaire. Il est nécessaire de se présenter en consortium d'acteurs.

Voici quelques exemples probants. Il y a quelques années, les municipalités du Pays de la Loire qui ont des filatures de coton sur leur territoire, avaient un projet avec des municipalités flamandes : l'usine de textile des municipalités flamandes utilisait le coton filé du Pays de la Loire pour produire des vêtements, ensuite vendus aux collectivités locales pour être portés par les agents territoriaux. Le coton provenait, lui, du Burkina Faso. Mais nous n'avons pas réussi à inclure le Burkina Faso dans cette chaîne de production. Toutefois, cela montre bien que peu importe où se trouvent ces entreprises, elles peuvent être liées à une activité économique. Les gouvernements locaux ne sont pas « naturellement » inclus dans la coopération internationale, mais le potentiel est grand, ce sont les associations de collectivités locales qui aident à faire le lien entre tous ces acteurs.

### Anne-Claire Gaudru :

La question de la mutualisation est essentielle : une des missions de CUF c'est d'accompagner la mutualisation ou faciliter la mise en commun de projets dans une zone géographique ou autour d'une thématique.

Je pense que dans l'ensemble des témoignages que l'on a entendu à l'instant, est ressorti l'intérêt à travailler – même à petite échelle – sur tous les sujets qui sont pertinents pour le territoire avec les personnes qui ont quelque chose à apporter, que ce soit par le prisme d'une politique publique, que ce soit par un projet personnel, que ce soit par des projets à plus grande échelle, comme vous l'avez présenté, sur une filière de production très concrète.

A CUF, nous avons créé un **groupe de travail sur l'internationalisation des territoires** pour essayer de définir l'impact réel que peut avoir l'international sur le territoire. Quand on mesure un impact en termes de résultats, il est plus facile de mesurer les effets économiques qui ressortent d'une coopération. Or, dans les différentes conférences que l'on a tenu auparavant, on parlait aussi de résultats sociaux.

Il y a probablement beaucoup de collectivités dans la salle qui mènent aussi des actions dans ce sens ; de ce fait, je vous propose qu'on ouvre la discussion aux questions, notamment celles des collectivités étrangères. En amont, je voulais donner la parole à un représentant du CIEDEL pour parler d'un événement que nous partageons.

### Christophe Mestre, enseignant au Centre International d'Études pour le Développement Local (CIEDEL) et Vice-Président du réseau régional multiacteur Resacoop :

On a fait, depuis déjà quelques temps, un double constat largement confirmé par les intervenants :

- L'irrésistible internationalisation du territoire : on parle des processus qui se développent et se diversifient. Tous les niveaux de collectivités territoriales sont aujourd'hui beaucoup plus engagé en relations internationales qu'hier, ce processus étant de longue durée, comme le rappelle le premier Congrès international des collectivités à Gand, en 1913.
- Il y a un changement à la fois sémantique et d'approche : pendant très longtemps, on parlait de la coopération décentralisée pour parler de l'internationalisation. Aujourd'hui, même si le terme coopération revient, on parle beaucoup plus d'attractivité, de rayonnement, de développement économique, d'ouverture vers le monde, etc. Ce n'est pas seulement un changement sémantique : il envoie à un nouveau référentiel qui pose la question de la place, voire même de l'existence, de ce qu'on a appelé jusqu'à maintenant la coopération décentralisée, donc des relations conventionnelles entre deux ou plusieurs collectivités territoriales.

Depuis deux ans, et en lien avec CUF, l'AFD, la région Auvergne Rhône-Alpes, nous avons lancé un séminaire de recherche sur ces questions. C'est le colloque sur l'internationalisation des collectivités territoriales qui aura lieu les 11 et 12 décembre 2018, à Lyon, juste après la Fête des Lumières (qui est un événement d'attractivité et de

rayonnement de la ville de Lyon/Métropole de Lyon). On croisera le regard et la parole des praticiens, des institutionnels et des chercheurs. Vous y êtes cordialement invités.

### Questions-Débat :

#### Anne-Claire Gaudru :

En tant que villes de taille moyenne, qu'attendez-vous de réseaux comme CUF ou Villes de France ? Quel genre d'action pourrions-nous mettre en place ? Comment mieux valoriser vos échanges ?

#### Jacques Moussalli, Union de Municipalité Deir El Ahmar Bekaa Nord :

J'ai une question : on ne voit pas très bien la restitution, au sein de CUF, de cette grande mouvance, de ce grand changement au niveau du rural, de l'agriculture, de l'alternative agricole. Des états généraux de l'alimentation l'ont évoqué récemment : c'est bien de parler des cités, mais il faut arrêter de penser que c'est la panacée universelle : il y a les villages, le regroupement de communes rurales. J'habite dans une commune de 3 500 habitants : ils n'ont pas de problème de *capacity building*. Il y a 21 agents de service public. Lors de la réunion du groupe-pays Liban, on l'a évoqué comme l'« agent de développement local ».

Ces agents sont fondamentaux, sans eux rien ne va se faire. Je voudrais qu'il n'y ait pas seulement le changement de vocabulaire, mais une véritable prise en compte que le monde est en train de changer et que les cités ne sont pas *la* solution. Il faut aussi déployer la recherche, et l'INRA, et les chambres d'agriculture, et les chambres de métier, etc. faiblement représentés à ma connaissance.

C'est un appel, mais aussi une alerte : si nous ne réagissons pas maintenant, bientôt il n'y aura plus d'alternative.

#### Anne-Claire Gaudru :

Les sujets que vous venez d'évoquer sont importants et bien pris en considération par CUF ; ils ont été traités lors d'une conférence en tout début d'après-midi. Nous vous enverrons le compte rendu.

#### Denise Bocquillet :

Je ne vais répondre que partiellement. Au début de mon propos, j'ai bien parlé de l'appui de la Chambre d'agriculture et je crois que je n'aurai pas pu avancer beaucoup dans le rapprochement avec Limonade si je n'avais pas eu l'appui de son Président et de toute son équipe. Cela n'aurait pas été possible.

### **Wouter Boesman :**

Dans le contexte européen, la perception que tout va vers les villes existe tandis que ce n'est pas la réalité. C'est plutôt le contraire. La Commission européenne n'avait pas de programme pour le développement urbain, tandis que 95% du budget pour la coopération de développement était dédié aux zones rurales. Cela fait sens car c'est là que la pauvreté est plus extrême, que la nourriture est produite. Toutefois, si vous êtes pauvre dans une ville, vous êtes dans une situation pire que si vous êtes pauvre dans une zone rurale. C'est pourquoi, maintenant, il y a un changement pour soutenir les initiatives urbaines et le développement durable au niveau européen.

De plus, l'UE essaie de faire cela sans laisser les zones rurales en plan. Ils ont un modèle qu'ils appellent « l'approche territoriale des gouvernements locaux » qui place la ville en interaction avec les territoires. Cela ne signifie pas que c'est plus facile pour les petites et moyennes collectivités de s'engager, ou pour les gouvernements locaux d'accéder aux financements européens (parce que, étrangement, alors qu'il a été conçu pour être utilisé par les petites et moyennes collectivités, le montant minimum pour le projet a été augmenté – ce qui est absurde de notre point de vue).

### **Bertrand Gallet :**

Dans toutes les interventions présentées ici, je voulais voir comment une ville moyenne peut augmenter son rayonnement, comment une collectivité peut créer/rechercher son avantage comparatif, son « ADN ».

L'exemple de l'Hérault est intéressant parce qu'il montre comment un énorme travail qualitatif a donné ces résultats, comment ils ont bien trouvé leur cible (la consommation de la classe moyenne chinoise). Ils ont fait un vrai travail de marketing à partir de leur territoire ce qui a eu un énorme succès avec des retours sur investissement (pas seulement financiers) importants.

Cette recherche, c'est la collectivité qui doit la faire avec toutes les parties prenantes. Il faut toutefois faire attention de ne pas tout confier à une boîte de communication qui va sortir des choses toutes faites.

Il y a donc un véritable travail en interne à faire, avec toutes les parties prenantes et pas seulement la Chambre de commerce, mais aussi les associations, les jeunes, etc. pour découvrir ce qu'il faut faire pour créer l'identité d'une communauté capable de rayonner, pas forcément au plan mondial, mais en tout cas en France et en Europe. C'est un vrai et passionnant travail à faire, un travail transversal, ce n'est pas l'affaire des seuls communicants, des seules relations internationales, des seuls services économiques. C'est une question de définition d'une identité qui peut se faire connaître à l'extérieur, qui peut rayonner.

Les compétences se trouvent dans la collectivité et c'est à elle de rechercher cet avantage comparatif que tout le monde attend.

### **Christine Croubois, Ville de Nevers :**

Je voulais savoir si CUF a un recul, un retour d'expérience sur les ressources financières qu'une collectivité doit -ou devrait- attribuer à son internationalisation, au vue des

expériences de chacun. Quelle somme minimale faut-il mettre à la table pour aller à l'international ?

**Anne-Claire Gaudru :**

Je crois que les cas de figures sont extrêmement différents, on a des collectivités qui ont très peu de moyens humains et qui font de grands partenariats, etc. Je ne pense pas qu'il y ait une réponse unique à apporter.

**Nadège Simon :**

Je suis d'accord avec vous sur le fait que chaque projet n'est pas égal à l'autre en termes de financement. Je prends le projet jeunesse comme exemple : quand on a commencé ce travail, on s'est dit que jamais on ne réussirait parce qu'on avait évalué un budget de 12.000 euros et on n'était pas certains de les trouver. Seuls 3 000 euros étaient disponibles dans le cadre de l'appel à projet triennal et il fallait qu'on trouve l'argent. On a mobilisé les jeunes, on a fait des soirées, les jeunes sont allés défendre ce projet au niveau du département, ils sont allés défendre ce projet au niveau de la région. Du coup, quand on veut, on peut. Il faut rester sur des sommes raisonnables.

Tout en restant à la hauteur de nos ambitions, on peut faire des choses. Il faut impliquer aussi tous les acteurs du projet.

**Patrick Naizain, Adjoint au Maire de Couëron :**

Nous avons une coopération décentralisée avec le Burkina, un jumelage avec une ville d'Irlande.

Je voudrais réagir, pour la réflexion. La question n'est pas forcément d'aller à l'international : l'international est là, dans la commune. Quand on a mené notre Agenda 21 dont l'un des enjeux était l'ouverture, on a pris conscience que l'international est là. Nous sommes une commune qui a connu une immigration forte polonaise, espagnole. Donc comment on vit l'international ?

Je pense que créer la culture de l'international, ce n'est pas le réflexe d'aller à l'international avec un certain budget. C'est prendre conscience que l'international vient à nous : est-ce un projet de collectivité ou de territoire ? Les entreprises ont des relations internationales. Elles sont des ambassadeurs du territoire. L'international est déjà là et je pense que c'est beaucoup plus un réflexe culturel qu'une politique supplémentaire.

**Pascale Naquin, SEFREPADE :**

On parle d'attractivité et de rayonnement. Mais il n'y a pas d'attractivité ni de rayonnement dans les villes du sud si ces villes sont sales, si elles ne gèrent pas les déchets, ne gèrent pas l'assainissement. Je fais partie d'un groupement, au sein duquel sont le CIEDEL, Resacoop, Centraide, GRET, GEVALORE et le SEFREPADE, qui vise à promouvoir une nouvelle disposition française qui est le 1% déchet, pour que les collectivités territoriales françaises puissent accompagner des collectivités de pays du sud à améliorer la gestion des déchets.

Je vais citer un exemple : j'interviens sur l'intercommunalité de Cap Haïtien, Limonade et Quartier-Morin, qui est en train de mettre en place tout un système de gestion des déchets, de la collecte jusqu'à la mise en décharge – mais en passant par un gros volet de valorisation des déchets. Le SEFREPADE est chargé de la valorisation des déchets. Ceci se fait notamment grâce à une aide du SICTOM de Paris, via le 1% déchet. Nous sommes dans un programme de financement assez important provenant de l'AFD, de l'ADEME, de la DAECT, du SICTOM de Paris, visant à promouvoir ce 1% déchet.

**Anne-Claire Gaudru :**

CUF travaille avec la DAECT pour informer sur l'usage du 1% déchet développé à l'image du 1% eau. Effectivement, c'est un moyen de lever des fonds pour mener des coopérations et des projets dans le domaine de l'eau, qui s'inscrit dans les ODD.

**Marie-Françoise Roy, Association d'échanges culturels Cesson - Dankassari (Niger) :**

Je voulais signaler qu'il n'y a pas que le 1% eau et le 1% déchet, mais aussi le 1% énergie, très peu connu. Nous bénéficions d'un soutien du Syndicat départemental de l'équipement 35 pour une action d'énergie solaire dans des centres de santé.

**Najat Masdan, Ville d'Hérouville Saint-Clair :**

L'intérêt de travailler avec d'autres services et d'autres ressources, c'est aussi de trouver de nouvelles sources de financement. C'est ce qu'on a fait avec ce projet jeunesse, parce que le service jeunesse a fait appel à d'autres partenaires, à d'autres financements. On a partagé nos ressources et nos idées. Il y a eu des financements internationaux (ministère, région, etc.) et des financements que l'on ne connaît pas forcément qui venaient du service jeunesse. Du point de vue de financement, il y a aussi un intérêt à travailler ensemble.

**Anne-Claire Gaudru :**

Je vous remercie pour votre participation sur les questions de villes moyennes et d'attractivité. Le sujet continue à être abordé dans le cadre du groupe thématique « internationalisation des territoires » de CUF, dont une des prochaines réunions pourrait s'organiser à Grenoble Métropole. Nous sommes en train de fixer une date. Cette réunion traitera les questions de développement économique plus spécifiquement.

Nous cherchons à identifier les problématiques qui correspondent à vos territoires, donc n'hésitez pas à participer à ce groupe de travail. CUF essaie aussi de faire un *benchmark*, notamment dans le cadre d'une étude, pour cerner les attentes qui existent vis-à-vis de notre réseau. N'hésitez pas à faire appel à nous, à nous proposer des problématiques que l'on pourra traiter avec Villes de France, dans un partenariat un peu plus étroit sur la question des villes moyennes.

Merci beaucoup aux intervenants et aux traducteurs.